

En raison de leur importance dans le monde commercial, les principaux pays industrialisés, qui sont d'importants consommateurs d'énergie, sont les premiers à devoir tout faire pour éviter que cet état de choses se produise. C'est dans cette optique que le Canada a participé à la Conférence sur l'énergie tenue à Washington au début de février et qu'il a coopéré aux travaux donnant suite à cette Conférence et visant essentiellement à identifier les données économiques de la situation, à faire en sorte que des mesures susceptibles de redresser la situation soient prises dans les diverses institutions internationales, et à préparer au plus tôt un dialogue significatif avec les pays producteurs de pétrole sur des problèmes d'intérêt mutuel.

On s'est généralement entendu à Washington sur la nécessité de rechercher et de mettre en valeur les sources d'énergie encore inexploitées dans le monde. Celles-ci comprennent les gisements connus où le pétrole se présente sous des formes complexes, comme l'huile lourde et les sables pétrolifères de l'Ouest du Canada, ainsi que les gisements de schiste bitumineux des États-Unis. Il y a aussi le problème à long terme du passage sans heurts à d'autres formes d'énergie, telle que l'énergie nucléaire, au sujet de laquelle on est déjà assez bien renseigné, et l'utilisation à plus long terme encore de l'énergie géothermique et de l'énergie solaire.

Le Canada, à la fois producteur et consommateur, occupe une position assez différente de celle d'un bon nombre d'autres pays industrialisés. Quoique l'effet de la majoration des prix du pétrole sur notre balance des paiements soit très faible, nous ne pouvons espérer échapper aux effets inflationnistes de prix qui continuent de monter alors que l'inflation est déjà sérieuse à l'échelle mondiale. En outre, puisque nous comptons beaucoup sur le commerce extérieur, nous devons absolument tenir compte des incidences défavorables sur le commerce mondial que pourraient avoir l'épuisement des réserves en devises étrangères et le déséquilibre général de la production mondiale.

Le Canada a donc appuyé vigoureusement les efforts visant à maintenir le rythme mondial de l'activité économique et à encourager les producteurs de pétrole récemment enrichis à jouer, dans les institutions financières internationales, un rôle qui soit en harmonie avec leur nouvelle situation financière.

Nous avons appris avec beaucoup d'intérêt que les pays producteurs de pétrole cherchent activement les moyens de partager avec d'autres pays en voie de développement une certaine partie de leur prospérité nouvelle. Le Canada accueille favorablement cette mesure positive. La plupart de ces pays sont eux-mêmes en voie de développement et aux premiers stades de leur industrialisation. Ils ont nettement exprimé le désir d'utiliser leurs capitaux pour accélérer le développement de leurs économies et pour poursuivre la réalisation de divers objectifs sociaux.

Un certain nombre de ces pays ont exprimé le souhait de resserrer leurs relations avec le Canada en vue des avantages mutuels qui en découleraient. Nous avons donc entrepris un programme d'expansion de notre représentation au Moyen-Orient afin de répondre à ce souhait. Le 21 décembre, nous annonçons l'ouverture d'une ambassade du Canada à Djeddah, capitale diplomatique de l'Arabie Saoudite. A cette époque, j'ai fait savoir que le Gouvernement étudierait prochainement l'ouverture d'autres missions au Proche-Orient, à Bagdad par exemple, et ailleurs.